



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« TRAVAILLE, CONSOMME ET RENTRE CHEZ TOI » DÉCLINÉ À L'ÉDUCATION NATIONALE...

Encore une fois, le gouvernement agit dans l'urgence et bricole, méprisant comme à son habitude les revendications des différentes fonctions publiques, notamment celle hospitalière qui réclame plus de lits depuis des mois pour faire face à la deuxième vague annoncée. Toutes les mesures prises par le gouvernement depuis le déconfinement n'ont pour seuls objectifs que d'assurer le maintien des bénéficiaires des grands groupes industriels. Nous ne pouvons plus accepter ces logiques qui menacent nos vies, asphyxient les services publics, détruisent l'emploi, et ravagent la planète.

Depuis la rentrée, la CGT Educ'action alerte sur les conditions de travail des personnels de l'Éducation dans un contexte de crise sanitaire. En vain. Masques potentiellement toxiques, manque ou absence de gel hydroalcoolique, non aménagement des classes et des espaces collectifs, effectifs de classe toujours trop élevés, pas ou peu de désinfection des matériels, pas de formation aux gestes barrières...

Les exemples de ces dysfonctionnements qui mettent en danger la santé des personnels et des familles sont nombreux, dans une cité scolaire de Saône et Loire, la circulation dans les couloirs aboutit paradoxalement à une concentration des élèves à certains moments de la journée ; en Côte d'Or dans le secondaire, on entasse les élèves dans les réfectoires au mépris de toute distanciation ; partout dans l'académie, les nez et parfois les bouches sortent des masques.

Le rectorat et le gouvernement restent sourds et aveugles, arguant que tout va bien dans le meilleur des mondes. Jean-Michel Blanquer clame que « nous sommes prêts à tout » et allège le protocole sanitaire à partir du 21 septembre.

Or, force est de constater que les cas se multiplient dans les établissements : des écoles sont fermées, des classes entières sont renvoyées chez elles dans l'attente de se faire tester, des professeurs se retrouvent cas contacts, les vies scolaires sont transformées en salle « garde-malade », le virus circule et contamine malgré les masques.... Et tout cela est soigneusement mis sous le tapis par une majorité d'équipes de direction qui ont sans doute comme consignes d'en dire le moins possible pour éviter... Pour éviter quoi ? La panique ? Une prise de conscience des personnels ? Leur colère ? Ce déni est grave car c'est une mise en danger délibérée des personnels des établissements et de tous les usagers et leur famille.

Hier soir, le président Macron a annoncé le confinement généralisé. Les établissements scolaires, écoles, collèges et lycées, ne sont pas concernés. Si a priori, on peut penser naïvement que le gouvernement cherche avant tout l'accompagnement des élèves et

entend lutter contre le décrochage scolaire, on ne peut s'empêcher de penser qu'il cherche surtout à faire garder les catégories d'élèves qui ne peuvent se garder seules. Les personnels de l'éducation nationale seront donc en première ligne.

Mais dans quelles conditions ? À quel prix ?

Pour la CGT Educ'action, il n'est pas envisageable d'accueillir les élèves dans des conditions identiques à celles de septembre. Les espaces doivent être aménagés, les effectifs de classe réduits et la sécurité sanitaire de tous les personnels doit être assurée par la mise en place dans chaque établissement d'un réel protocole sanitaire, notamment à travers le télétravail des personnes vulnérables qui doit être systématisé. Tout cela doit être réalisé en concertation avec les personnels et non en les écartant de la réalisation du protocole sanitaire comme c'est systématiquement le cas.

Dans le cas contraire, nous appelons l'ensemble des personnels à remplir systématiquement le Registre santé sécurité qui se trouve dans chaque établissement, à saisir le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail Académique, si nécessaire à user de leur droit de retrait et à s'organiser pour exiger :

- Des recrutements massifs en personnels titulaires sur des postes pérennes
- Une dotation financière importante pour l'entretien,
- La rénovation immédiate des établissements scolaires
- La mise en place d'un protocole sanitaire conséquent pour faire face.

Ensemble défendons nos droits, et le service public d'éducation !

à Dijon, le 29/10/2020